

REVUE
HISTORIQUE
DES
ARMÉES

Revue historique des armées

261 | 2010

La reconnaissance (fonction opérationnelle)

Le Service historique de la Défense, un acteur essentiel de la politique de revendication des archives mise en place par le ministère depuis 2009

Michel Roucaud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/7116>

ISBN : 978-2-8218-0534-7

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 72-78

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Michel Roucaud, « Le Service historique de la Défense, un acteur essentiel de la politique de revendication des archives mise en place par le ministère depuis 2009 », *Revue historique des armées* [En ligne], 261 | 2010, mis en ligne le 09 novembre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7116>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Revue historique des armées

Le Service historique de la Défense, un acteur essentiel de la politique de revendication des archives mise en place par le ministère depuis 2009

Michel Roucaud

- ¹ Depuis le XVII^e siècle, la distinction entre archives publiques – qui procèdent de l'activité de l'État – et archives privées est établie ¹. Cependant, de nombreux fonds publics sont restés en mains privées. Le démantèlement croissant de ces fonds, pour des contingences économiques, et la recrudescence des vols depuis une dizaine d'années conduisent les archivistes à user régulièrement du droit de l'État à revendication, afin de protéger le patrimoine national.

Des dispositions législatives renforcées

- ² La loi sur les archives de 1979 souligne le caractère imprescriptible et inaliénable des documents publics. Celui-ci est confirmé par les dispositions de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008, modifiant la rédaction du Code du patrimoine et renforçant encore les moyens d'action de l'État en matière de revendication.
- ³ Depuis, le Service historique de la Défense, en liaison avec la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) du ministère de la Défense et avec la Direction des affaires juridiques (DAJ), a engagé une politique systématique de veille et d'expertise des archives mises en vente.

Les archives de l'Empire : des documents à forte valeur ajoutée

- 4 Les expertises réalisées par le SHD en 2009 reflètent la forte proportion de pièces publiques datant du Premier Empire – provenant de militaires ou de civils en poste au ministère de la Guerre à l'époque – parmi les archives vendues sur le marché par les libraires, en salle des ventes ou sur des sites de vente en ligne.
- 5 Pourtant, sous le Consulat et l'Empire, l'État rappela aux militaires l'obligation de déposer après utilisation les archives publiques dont ils étaient producteurs ou avaient la charge. De plus, l'arrêté consulaire du 13 nivôse an X (3 janvier 1802) avait renouvelé et étendu les dispositions antérieures, prescrivant l'apposition des scellés sur les papiers des membres du haut personnel civil et militaire du ministère après leur décès et la remise au Dépôt de la Guerre de toutes les archives relatives à leurs fonctions officielles. En application de cet arrêté, près de 700 saisies ont été effectuées tout au long du XIX^e siècle. Cependant, quantité de fonds ne rentra pas au Dépôt de la Guerre, au Dépôt des Fortifications ou au Dépôt de la Marine, ancêtres du Service historique de la Défense.
- 6 Deux causes notables expliquent cette situation. Le changement brutal de régime empêcha la continuité de certaines pratiques administratives, notamment celles des armées ; le sentiment d'avoir participé à une épopée poussait les acteurs à en écrire l'histoire et à conserver les matériaux historiques que constituent les archives publiques. Les descendants de certains d'entre eux reversèrent les archives de leurs aïeux aux Dépôts du ministère de la Guerre, comme la marquise de Blocqueville, la comtesse de Cambacérès et le comte de Viguière, filles et gendre du maréchal Davout². Au XX^e siècle, l'engouement pour l'Empire et l'explosion de la vente d'autographes ont donné aux archives des valeurs marchandes non négligeables, les faisant réapparaître sur le marché.

Les archives de l'Empire rentrées au SHD en 2009 après revendication

- 7 Les procédures de revendication engagées par le ministère de la Défense en 2009 ont permis l'enrichissement des fonds et collections par différentes pièces de l'époque impériale, à savoir :
 - 10 000 copies des lettres adressées par Napoléon aux ministres de la Guerre Berthier (1800-1803) et Clarke (1807-1814), dont 15 à 25 %³ n'ont pas été publiées sous le Second Empire dans la *Correspondance Napoléon*⁴.
 - des archives du fonds Soult, dont 22 000 copies de lettres envoyées par le maréchal (1769-1851), duc de Dalmatie, couvrant les années 1794 à 1814, un « *Rapport général des marches et mouvements et opérations du 4^e Corps d'Armée (1806-1807)* »⁵ et 1 400 pièces de commandement provenant de l'état-major du maréchal Soult, major général des armées françaises en Espagne, datant de 1811 à 1813.
- 8 Jean de Dieu Soult, ancien soldat des troupes royales, fils de notaire, commanda une division à l'armée de Sambre-et-Meuse sous le Directoire. En 1799, promu général de division, il fut affecté à l'armée d'Helvétie, puis il rejoignit en 1800 l'armée d'Italie, aux côtés de Masséna. En 1804, il commanda le 4^e corps d'armée de la Grande Armée. À sa tête, il participa à la campagne d'Austerlitz. Commandant du 2^e corps de la Grande Armée en

Espagne en 1808, il y resta jusqu'en 1813. Il prit ensuite part à la campagne d'Allemagne, puis fut renvoyé en Espagne pour organiser la retraite de l'armée.

- 9 Ces registres complètent les archives conservées dans le fonds Soult des Archives nationales (fonds 402 AP, composé de papiers personnels et militaires du maréchal) et dans le fonds Soult du Service historique de la Défense (cote 1 K 543), ainsi que celles de la Grande Armée conservées dans la sous-série 2 C du SHD. Il s'agit de :
- sept volumes d'archives concernant les opérations militaires en Espagne de 1811 à 1813 du maréchal Soult, major général des armées françaises en Espagne. Ces volumes sont composés de correspondances et de rapports adressés à Soult émanant des généraux et maréchaux servant alors en Espagne. On y trouve aussi les correspondances du ministre de la Guerre, le duc de Feltre, du ministre de la Marine Decrès, du major général des armées Berthier et de Joseph Bonaparte, roi d'Espagne.
 - sept registres de correspondance du général Maximilien-Sébastien Foy pour la période 1799-1813. Les minutes des correspondances envoyées du général Foy retracent différentes étapes de sa carrière : campagnes d'Helvétie et du Danube, armée d'Italie, missions à l'étranger et guerre d'Espagne, pour lesquelles les fonds d'archives présentent des lacunes. À titre d'exemple, il participe à l'expédition de 1807 à Constantinople sous les ordres du général Sébastiani. Cette mission permet l'organisation de la défense de la ville et fait échouer le débarquement anglais, qui avait pour but d'ouvrir un nouveau front dans l'Empire ottoman. Elle reste peu étudiée, faute d'archives conservées jusqu'à ce jour dans les dépôts d'archives publiques.

Des revendications portant sur l'époque moderne et contemporaine

- 10 La politique de veille et d'expertise du SHD a permis l'entrée dans les fonds et collections publiques en 2009 de documents du XVII^e au XIX^e siècle, parmi lesquels :
- un dossier de pièces provenant du général Meriège, relatif aux réformes de l'armée, de 1817 à 1822 ;
 - un lot d'archives du dépôt du génie de Bayonne, comportant de nombreux plans et des rapports, datant du XVIII^e et, surtout, du XIX^e siècle ;
 - un livre de Petro Borello intitulé *De vero telescopii inventore, cum bresii omnium conspicilorum historia*, publié en 1655 et portant l'estampille du Dépôt de la Marine ;
 - un dossier de pièces publiques provenant du général Blancard relatives à ses fonctions de commandant en second du camp de Compiègne entre 1833 et 1836.
- 11 Ainsi, la politique engagée par le ministère de la Défense pour protéger le patrimoine archivistique permet de compléter les matériaux historiques, si nécessaires au renouvellement historiographique, quelle que soit la période considérée.

NOTES

1. Sous le règne de Louis XIV, une partie des archives de Richelieu avait été récupérée par l'État lors de la succession de sa nièce la duchesse d'Aiguillon. Voir sur ce sujet : EVEN Pascal, « La revendication des papiers publics par les Archives françaises : l'affirmation d'une politique » dans Marie Cornu, Jérôme Fromageau (dir.), *La revendication du patrimoine écrit, questions juridiques et pratiques institutionnelles*, L'Harmattan, Paris, 2009, 211 pages.
2. Le 25 janvier 1875, les archives militaires du maréchal Davout furent déposées au dépôt de la guerre, voir SHD/DITEEX, *Dépôt de la guerre, archives historiques, livre des donations*.
3. Cette estimation a été réalisée avec l'aide de la Fondation Napoléon qui réédite chez Fayard, en partenariat avec différents services d'archives dont le SHD, la *Correspondance Napoléon*, enrichie de toutes les lettres inédites, dont celles des registres du fonds Clarke. L'année 2007 de cette correspondance va paraître.
4. *Correspondance générale*, 32 volumes. De cette *Correspondance générale*, publiée sous le Second Empire et composée de lettres de Napoléon, de décrets, d'ordres du jour et de bulletins de la Grande Armée, la librairie Plon a extrait 10 volumes de *Correspondance militaire*. Cette *Correspondance générale* demeure incomplète, puisque 22 067 pièces sont publiées, alors que l'on trouve plus de 30 000 pièces dans les minutes de la secrétairerie d'État (AN, sous-série AF IV).
5. Cette pièce est une pièce réglementaire exécutée par des agents publics dans le cadre de leur mission publique. En effet, elle rend compte des opérations (reconnaissance, bataille, etc.) des unités (régiments, brigades, divisions) qui composent le corps d'armée. Les termes *Rapport général des marches et mouvements et opérations* et *Journal de marche et opérations* désignent de manière spécifique la production réglementaire des états majors, appelée aussi *Historique*. Le *Manuel général du service des états-majors généraux et divisionnaires dans les armées* du général Thiébault, publié en 1813, désigne la réalisation d'historique comme suit : « L'historique est le rapport des principaux événements politiques et militaires, qui appartiennent à une expérience de guerre et à une campagne. La rédaction de cet historique, qui concerne exclusivement le chef de l'état-major général d'une armée, forme la plus noble et la plus belle des fonctions. (...) C'est par elle qu'il relève les fautes, qu'il signale les belles actions, qu'il rend à son prince le compte entier qu'il lui doit...Tous les rapports qu'il a du successivement recevoir (...) forment ses matériaux. » Ainsi l'« Historique » est une production réglementaire dans les armées, inhérente à la fonction de commandant en chef. Au début de la III^e République le terme officiel « Historique » a été remplacé par instruction ministérielle par le terme « Journal de marche et opérations », en vigueur encore de nos jours dans les armées et déposés réglementairement au SHD.

AUTEUR

MICHEL ROUCAUD

Appartient au département de l'innovation technologique et des entrées par voies extraordinaires (DITEEX)